

CORRIGÉS

EXERCICES

EXERCICE 1 Conciliation

Monsieur DUPONT peut-il demander l'ouverture d'une procédure de conciliation ?

Au regard des articles L. 611-5, alinéa 2 du Code de commerce et L. 351-1 du Code rural, la procédure de conciliation n'est pas applicable aux personnes physiques ou morales de droit privé exerçant une activité agricole. Le Code rural organise en effet une procédure de règlement amiable propre aux entreprises agricoles. Toutefois, ce principe est assorti d'une exception lorsque l'activité agricole est exercée sous la forme d'une société commerciale (C. rur., art. L. 351-1, al. 3). Quelle que soit en effet la nature de leur activité (et donc leur objet social), les sociétés commerciales sont en raison de leur forme soumises de plein droit à la procédure de conciliation prévue par le Code de commerce.

En l'espèce, il faut donc s'interroger sur la nature juridique de l'EARL. Aux termes de l'article L. 324-1 du Code rural, l'EARL est une société civile au sein de laquelle la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports. La procédure propre aux entreprises agricoles doit en conséquence être appliquée.

EXERCICE 2 Mandat ad hoc

Que pensez-vous des idées reçues de Monsieur CHILL ?

Le mandat ad hoc est une procédure confidentielle. La mission du mandataire ad hoc est fixée par le juge mais, en tout état de cause, le mandataire ne peut se substituer aux organes de gestion.

En l'espèce, Monsieur CHILL peut être rassuré car, d'une part, aucune mauvaise publicité ne sera faite à sa structure, d'autre part, il restera maître de la gestion de sa société.

Monsieur ZEN, en sa qualité d'associé, peut-il provoquer la désignation d'un mandataire ad hoc ?

La demande de désignation du mandataire ad hoc émane du représentant de l'entreprise, qu'il soit entrepreneur individuel ou dirigeant d'une société civile ou commerciale. La demande doit être faite par écrit et doit être motivée.

En conséquence, Monsieur ZEN n'étant pas gérant de la SARL, il ne peut pas demander la désignation d'un mandataire ad hoc.